

# Les frais exposés non compris dans les dépens, sont productifs d'intérêts même si la décision de justice accordant ces frais ne l'a pas prévu explicitement

**Lire les conclusions de :**

**Jean-Paul Vallecchia**  
Conclusions du rapporteur public

**Lire les commentaires de :**

**Cédric Meurant**  
Injonction sur condamnation ne vaut, sauf inertie administrative généralisée

## DÉCISIONS DE JUSTICE

CAA Lyon, 5ème chambre – N° 21LY00890 – 14 octobre 2021 – C+ [↗](#)  
CAA Lyon, 5ème chambre – N° 21LY00890 – 13 octobre 2022 – C+ [↗](#)

## INDEX

**Mots-clés**

Exécution des jugements, Condamnation de l'Etat, L. 911-9 du CJA

**Rubriques**

Procédure

## Résumé

Dès lors que le I de l'article L. 911-9 du code de justice administrative permet à la partie gagnante, en cas d'inexécution d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée, d'obtenir du comptable public assignataire le paiement de la somme que l'État est condamné à lui verser à défaut d'ordonnancement dans le délai prescrit, il n'y a, en principe, pas lieu de faire droit à une demande tendant à ce que le juge prenne des mesures pour assurer l'exécution de cette décision [1]. Il en va toutefois différemment lorsque le comptable public assignataire, bien qu'il y soit tenu, refuse de procéder au paiement [2].

Il résulte de l'instruction, et notamment de la copie d'écran du logiciel Chorus, qu'à la date du présent arrêt, les intérêts sur la somme de 800 euros allouée à la SCP Couderc-Zouine, qui sont dus en raison du retard de paiement du principal, n'ont pas été versés, de sorte que le préfet de l'Ardèche n'a procédé qu'à l'exécution partielle de l'article 3 de l'arrêt du 27 décembre 2018. Il y a lieu en conséquence de faire droit à la demande et d'enjoindre au préfet de l'Ardèche de verser à Me Couderc, avocat associé de la SCP Couderc-Zouine, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêt, les intérêts au taux légal sur la somme de 800 euros à compter du 11 janvier 2019, ces intérêts étant majorés de 5 points à compter du 12 mars 2019, et jusqu'au 2 mars 2021. Il y a lieu d'assortir cette injonction d'une astreinte, à titre provisoire, de 30 euros par jour de retard passé ce délai [3].

3  
54-06-07-008, Procédure, Exécution des jugements, Prescription d'une mesure d'exécution, Condamnation de l'État, Condamnation de l'Etat au versement d'une somme par une décision juridictionnelle, Demande d'exécution d'une décision, L. 911-9 du code de justice administrative- 1) Principe. Rejet, le requérant pouvant obtenir du comptable public le paiement de cette somme à défaut d'ordonnancement dans le délai prescrit (I de l'art. L. 911.9 du code de justice administrative) - 2) Exception. Comptable public refusant de procéder au paiement, Exécution, Injonction de payer les sommes dues assorties des intérêts et astreinte

## NOTES

---

[1] Rappr., s'agissant d'une demande d'injonction dans le cas où une collectivité locale ou un établissement public a fait l'objet d'une condamnation pécuniaire, [CE](#), 6 mai 1998, n° 141236, T. p. 1115 ; [CE](#), 24 novembre 2003, *Société "Le Cadoret"*, n° 250436, T. p. 945. [Retour au texte](#)

[2] Cf. [CE](#), 12 février 2020, n°s 432598 432599, [aux Tables](#). Rappr. pour le cas où la décision juridictionnelle ne fixe pas précisément le montant de la somme due ou lorsque le calcul de celle-ci soulève une difficulté sérieuse, [CE](#), 25 octobre 2017, *Société JC Decaux France*, n° 399407, [aux Tables](#). [Retour au texte](#)

[3] Cf. [CE](#), 12 février 2020, n°s 43258 432599, [aux Tables](#) [Retour au texte](#)

# Conclusions du rapporteur public

**Jean-Paul Vallecchia**

rapporteur public à la Cour administrative d'appel de Lyon

**Autres ressources du même auteur**



DOI : [10.35562/alyoda.8163](https://doi.org/10.35562/alyoda.8163)

- <sup>1</sup> L'arrêt 18LY01480 rendu le 27 décembre 2018 par la 5ème chambre de la cour en faveur de M.X. ressortissant afghan, fait donc l'objet d'une procédure d'exécution ouverte par ordonnance du 25 mars 2021 du Président de la Cour à la demande du cabinet d'avocats lyonnais Alain Couderc et Morade Zouine.
- <sup>2</sup> M.X. avait été visé par une décision de transfert vers la Slovénie prise par le préfet de l'Ardèche le 8 novembre 2017 alors que la France était devenue, à compter du 20 août 2017, responsable de l'examen de la nouvelle demande d'asile déposée en France par l'intéressé, faute de demande de reprise en charge présentée auprès des deux pays dans lesquels une demande initiale avait été déposée dans le délai de deux mois prescrit par le paragraphe 2 de l'article 24 du règlement Dublin III à compter du résultat positif Eurodac.
- <sup>3</sup> La cour avait donc, dans l'article 1er de son arrêt, censuré le jugement attaqué du tribunal administratif de Lyon et l'arrêté de transfert du préfet de l'Ardèche, dans l'article 2 de cet arrêt, enjoint au préfet de l'Ardèche d'examiner à nouveau la situation de M. X. dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt de la cour, et dans l'article 3 du même arrêt mis à la charge de l'Etat une somme de 800 euros à verser à Me Morade Zouine sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, sous réserve que celui-ci renonce à percevoir la contribution de l'Etat à l'aide juridictionnelle, l'article 4 de l'arrêt rejetant le surplus des conclusions.
- <sup>4</sup> Si, le 2 mars 2021, le préfet de l'Ardèche a procédé à la mise en paiement de la somme de 800 euros mise à la charge de l'Etat, et si ce paiement est devenu effectif le 4 mars suivant, en revanche, les intérêts légaux n'avaient pas été payés, ce qui a conduit à l'ouverture de la procédure juridictionnelle d'exécution. Au 30 mars 2021 ces intérêts légaux n'avaient toujours pas été payés au cabinet Couderc-Zouine, alors même que la demande de paiement avait été formulée le 11 janvier 2019 faisant courir ces intérêts légaux à compter du 12 mars 2019 ([Conseil d'Etat n° 231955 du 12 mai 2003](#) cité par le requérant) .
- <sup>5</sup> Le 3 juin dernier le préfet de l'Ardèche a été mis en demeure de répondre à cette demande d'exécution qui lui a été communiquée dès le 25 mars 2021, date d'ouverture de la procédure juridictionnelle. Près de six mois plus tard les services préfectoraux restent silencieux,

ce qui n'est pas acceptable, tant à l'égard de la juridiction, qu'à l'égard du cabinet de Maîtres Couderc et Zouine qui est effectivement ainsi exposé à des frais de fonctionnement générés par l'inertie des services préfectoraux de l'Ardèche.

6

En conséquence, pour l'application de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier, nous vous invitons à enjoindre au préfet de l'Ardèche de verser à Me Alain Couderc, qui est requérant dans cette affaire, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de votre arrêt, les intérêts au taux légal sur la somme de 800 euros à compter du 11 janvier 2019, ces intérêts étant majorés de 5 points à compter du 12 mars 2019, et jusqu'au 2 mars 2021, sous astreinte provisoire de 30 euros par jour de retard passé ce délai de quinze jours, à ce que soit mise à la charge de l'Etat une somme de 800 euros qui sera versée à Me Alain Couderc sur le fondement de l'article L.761-1 du code de justice administrative et au rejet du surplus des conclusions de la requête.

# Note universitaire

## Injonction sur condamnation ne vaut, sauf inertie administrative généralisée

**Cédric Meurant**

Maître de conférences en droit public, Université Jean Moulin Lyon 3, Institut d'études administratives, Équipe de droit public de Lyon (EA 666)

### Autres ressources du même auteur



DOI : [10.35562/alyoda.8846](https://doi.org/10.35562/alyoda.8846)

1

Par cet arrêt, la cour administrative d'appel de Lyon a rappelé, d'une part, que si en principe le juge ne doit pas faire droit à une demande d'exécution d'un jugement condamnant l'État dès lors qu'il existe une procédure spéciale devant le comptable public assignataire, il en va autrement lorsque ce dernier est défaillant ; d'autre part, que les frais irrépétibles sont toujours productifs d'intérêts. Ce faisant, et se plaçant au croisement du contentieux administratif et du droit public financier, la cour a clarifié l'articulation de procédures aussi arides que fondamentales. Le défaut d'exécution des jugements administratifs [1] constitue effectivement autant un déni de justice qu'une violation du droit à un procès équitable [2]. À cet égard, et malgré l'inapplication des voies d'exécution de droit commun aux personnes publiques [3], si d'incontestables progrès ont été accomplis depuis la célèbre surprise du Huron il y a déjà soixante ans devant le caractère « platonique » [4] de certaines décisions juridictionnelles [5], à commencer par les fameuses lois du 16 juillet 1980 et du 8 février 1995, tout n'est pas encore pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ainsi, bien loin du standard d'une administration diligente, les personnes publiques ne s'empressent pas toujours d'exécuter les décisions juridictionnelles les condamnant, comme en témoigne « l'augmentation significative du nombre de demandes d'exécution » adressées aux juridictions administratives [6], et notamment à propos du paiement des frais irrépétibles [7], ainsi que cela ressort avec acuité de l'espèce soumise à la cour administrative d'appel de Lyon.

2

Dans cette affaire, la cour avait dans un arrêt antérieur [8] annulé une décision du préfet de l'Ardèche portant transfert d'un demandeur d'asile vers la Slovénie pour violation du règlement « Dublin III » du 26 juin 2013. Par conséquent, elle avait condamné l'État à verser à l'avocat du ressortissant étranger initialement désigné à l'aide juridictionnelle la somme de 800 euros au titre des frais irrépétibles [9] qu'il pouvait percevoir sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, à condition de renoncer au bénéfice de l'aide juridictionnelle. C'est ce que fit cet avocat dans un courrier du 11 janvier 2019 qui demandait en outre au préfet d'ordonnancer le



paiement de cette dépense obligatoire. Devant l'absence d'ordonnancement dans les délais légaux, l'avocat sollicita fin mars 2019 du comptable public assignataire le paiement de cette somme [10]. Mais ce fut là encore en vain : il se heurta à un mur administratif d'autant plus robuste qu'il s'ancrait dans une double carence des services de l'État. Ce n'est que deux ans plus tard et le mois de mars 2021 qu'il put percevoir de l'État la somme convoitée. Et encore ce dernier n'exécuta que partiellement l'arrêt de la cour puisqu'il s'abstint de payer les intérêts légaux afférents. Par conséquent, l'avocat demanda à la cour administrative d'appel de Lyon [11] d'enjoindre au préfet d'ordonner le paiement des intérêts au taux légal sur cette somme, majorés de cinq points à compter du 5 mars 2019. Après l'échec de la phase administrative « amiable » de la procédure d'exécution [12], probablement à cause du silence du préfet de l'Ardèche, la cour ouvrit le 25 mars 2021 une procédure juridictionnelle d'exécution [13] au cours de laquelle l'État demeura mutique [14].

3

Sans surprise, et conformément aux conclusions de son rapporteur public (publiées dans cette revue), la cour administrative d'appel de Lyon donna raison à l'avocat opiniâtre. Mais pour ce faire, elle dut en premier lieu se prononcer sur la possibilité de la saisir d'une telle demande. En effet, la loi du 16 juillet 1980 organise une procédure spécifique qui règle le versement par l'État débiteur des sommes d'argent auquel il a été condamné par une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée [15]. Ainsi, l'ordonnateur doit ordonnancer la somme litigieuse dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision juridictionnelle. À défaut, le créancier peut solliciter du comptable public assignataire [16] le paiement de la somme d'argent qu'il doit normalement effectuer dans un délai d'un mois à compter de sa saisine [17]. Compte tenu de cette voie ouverte aux créanciers de l'État, le Conseil d'État a estimé que le juge administratif n'avait pas à faire droit à des conclusions à fin d'injonction d'exécuter la décision juridictionnelle présentées sur le fondement des articles L. 911-1 et suivants du code de justice administrative [18]. Cette solution avait initialement été consacrée pour sanctionner la défaillance des collectivités territoriales et des établissements publics condamnés [19]. En effet, « la condamnation pécuniaire d'une collectivité publique, par le juge administratif, n'appelle de la part de celle-ci aucune mesure d'exécution autre que celle résultant du dispositif de la décision, à savoir payer la somme due. Une injonction n'apporterait aucune garantie supplémentaire au requérant, puisque la condamnation d'une personne publique à verser une somme revient déjà à l'enjoindre à payer » [20].

4

Depuis, cette solution a été étendue à l'État [21], à ceci près qu'elle ménage pour cette seule personne publique une exception : une demande d'injonction peut dorénavant être présentée au juge lorsque le comptable public assignataire, bien qu'il y soit tenu, refuse de procéder au paiement [22]. Il est vrai qu'auparavant le Conseil d'État avait atténué la solution applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics condamnés en précisant qu'une partie pouvait, lorsque la décision juridictionnelle qui est inexécutée ne fixe pas précisément le montant de la somme due ou lorsque le calcul de celle-ci soulève une difficulté sérieuse, demander que soit ordonné par le juge le versement de la somme due [23]. Mais cette différence de régime s'explique probablement autant par l'existence de voies administratives d'exécution particulières applicables aux personnes publiques secondaires [24] qu'à la difficulté évidente de contraindre l'État. D'où l'existence de cette soupape juridictionnelle qui permet de contourner l'éventuel mur administratif.

5

En second lieu, la cour administrative d'appel de Lyon dut apprécier le bien-fondé de la demande d'exécution introduite par l'avocat. Tout d'abord, elle rappela que la somme allouée au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative est « productive d'intérêts » au taux légal en application des articles 1231-7 du code civil [25] et L. 313-2 et suivants du code monétaire et financier. C'est là une jurisprudence constante des juridictions administratives [26] et judiciaires [27] qui s'applique même lorsque le jugement est silencieux sur ce point [28]. En principe, et sauf mention contraire, ces intérêts calculés au taux légal [29] commencent à courir à compter de « l'intervention » du jugement [30]. Mais les circonstances particulières de l'espèce poussèrent logiquement la cour à considérer que ces intérêts n'avaient pu commencer à courir qu'à compter de la date à laquelle l'avocat avait renoncé à l'aide juridictionnelle pour obtenir la somme allouée au titre des frais irrépétibles – le 11 janvier 2019. De plus, ces intérêts peuvent être majorés de cinq points à l'expiration d'un délai franc de deux mois qui, à défaut d'exécution, court à compter de la notification du jugement [31] à la partie condamnée [32]. Pour les mêmes raisons que celles qui viennent d'être évoquées, cette majoration intervint donc en l'espèce le 12 mars 2019.

6

Ces intérêts ne courent néanmoins que jusqu'à l'exécution définitive de l'arrêt initial [33], c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de la somme, sauf « délai anormalement long entre la liquidation et le paiement effectif » [34]. En l'espèce, la cour administrative de Lyon retint la date de la mise en paiement de la somme de 800 euros – le 2 mars 2021. Par conséquent, elle enjoignit à l'État de verser les intérêts majorés au taux légal dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'arrêt.



7

Cependant, pour garantir le recouvrement de ces intérêts, la cour assortit l'injonction d'une astreinte journalière de 30 euros [35]. En effet, le juge de l'exécution doit prendre toutes les mesures « qu'implique nécessairement la décision dont l'exécution lui est demandée par la partie intéressée [et dans le respect de son dispositif [36]], alors même que ces mesures ne figuraient pas expressément dans la demande présentée au président de la juridiction ou dans les mémoires produits après l'ouverture de la procédure juridictionnelle » [37]. Tout comme les injonctions, les astreintes, dont « la finalité [est] de contraindre la personne morale de droit public [...] à exécuter les obligations qui lui ont été assignées par une décision de justice », font justement partie de ces mesures [38]. Enfin, et parce que la procédure juridictionnelle d'exécution constitue une véritable instance [39], la cour administrative d'appel de Lyon condamna l'État au versement d'une nouvelle somme de 800 euros au titre des frais irrépétibles.

8

Optimiste, le Huron aurait sans doute pensé que le déploiement d'un tel raffinement procédural ainsi que la fermeté de la cour administrative d'appel de Lyon finiraient par faire ployer l'échine de la préfecture ardéchoise. Malheureusement, la suite de l'affaire aurait probablement participé de son inquiétude contemporaine [40] : les intérêts litigieux ne furent payés par le préfet d'Ardèche qu'en juillet 2022, avec 251 jours de retard, donnant ainsi lieu à la liquidation d'une amende de 7530 euros, sans que ce dernier ne « fasse valoir aucune difficulté d'exécution » [41]. Voilà qui laisse songeur tant sur l'autorité des décisions des juridictions administratives au sein de certaines administrations, que sur l'efficacité des procédures d'exécution. Voilà qui peut aussi nourrir un autre contentieux de l'inertie [42]. Certes, l'administration récalcitrante à exécuter un jugement peut être condamnée pour faute [43]. Mais le requérant qui a tant de mal à obtenir de l'administration le versement d'indemnités risque de ne pas introduire un recours indemnitaire, de peur d'alimenter un cercle vicieux. Peut-être que la récente réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics encouragera à l'avenir les ordonnateurs à davantage de diligence et de rigueur dans l'emploi des deniers publics, de peur d'être tenu personnellement responsable de leurs carences [44], d'autant plus que l'arrêt liquidant l'astreinte d'exécution doit être notifié au ministère public près la Cour des comptes [45].



## NOTES

---

- [1] Sur ce sujet, V. le dossier « Responsabilité administrative et exécution », AJDA 2022, p. 2381. [Retour au texte](#)
- [2] [CEDH, 19 mars 1997, n° 18357/91](#). [Retour au texte](#)
- [3] [TC, 9 déc. 1899, association syndicale du Canal de Gignac, n° 00515, Lebon p. 731 ; GAJA n° 7 ; 1<sup>ère</sup> Civ., 21 déc. 1987, bureau de recherches géologiques et minières, n° 86-14.167, Bull. I n° 348, p. 249](#). [Retour au texte](#)
- [4] J. Romieu, concl. sur C.E., 4 août 1905, n° 14220, Lebon p. 768. [Retour au texte](#)
- [5] J. Rivero, « Le Huron au Palais-Royal ou réflexions naïves sur le recours pour excès de pouvoir », D. 1962, p. 37. [Retour au texte](#)
- [6] [Rapport public 2021 du Conseil d'État, La documentation française, 2022, p. 161](#). [Retour au texte](#)
- [7] Ibid., p. 162. [Retour au texte](#)
- [8] [CAA Lyon, 27 décembre 2018, n° 18LY01480](#). [Retour au texte](#)
- [9] C'est-à-dire les « frais exposés et non compris dans les dépens » mentionnés à l'art. [L. 761-1 CJA](#). [Retour au texte](#)
- [10] [I. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 16 juillet 1980 ; art. L. 911-9 CJA](#). [Retour au texte](#)
- [11] Compétente pour les arrêts qu'elle a rendus ([R. 921-2 CJA](#)) ainsi que pour les jugements frappés d'appel devant elle : [CE, Section, Avis, 13 mars 1998, n° 190751, Lebon p. 78](#). [Retour au texte](#)
- [12] Sur cette procédure : G. Hermitte, « Payez ! », AJDA 2022, p. 2382. [Retour au texte](#)
- [13] [R. 921-6 CJA](#). [Retour au texte](#)
- [14] Cette discrétion fut d'ailleurs sanctionnée par le juge en vertu de l'acquiescement aux faits d'office : [R. 612-6 CJA](#). [Retour au texte](#)
- [15] Sur cette notion : [CE, Assemblée, 27 octobre 1995, n° 150703, Lebon p. 359](#). [Retour au texte](#)
- [16] C'est-à-dire le comptable public auprès duquel est accrédité un ordonnateur : [art. 14 du décret n° 2012-1246 du 7 nov. 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, JO n° 262, 10 nov. 2012](#). [Retour au texte](#)
- [17] [L. 911-9 CJA ; art. 1<sup>er</sup> et 4 du décret n° 2008-479 du 20 mai 2008 relatif à l'exécution des condamnations pécuniaires prononcées à l'encontre des collectivités publiques, JO n° 119, 23 mai 2008](#). [Retour au texte](#)
- [18] [CE, 6 mai 1998, Lebon T. p. 1115](#). [Retour au texte](#)
- [19] [II. et IV. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 16 juill. 1980 codifié à l'art. L. 911-9 CJA ; CE, 6 mai 1998, n° 141236, préc. ; CE, 24 nov. 2003, société Le Cadoret, n° 250436, au Lebon T. p. 945](#). [Retour au texte](#)
- [20] [R. Chambon, concl. sur 12 février 2020, n° 432598, p. 3](#) [Retour au texte](#)
- [21] [CE, 12 fév. 2020, n° 432598, Lebon T. p. 666](#). [Retour au texte](#)

- [22] CE, 12 fév. 2020, n° 432598, préc. [Retour au texte](#)
- [23] [CE, 25 oct. 2017, société JC Decaux, n° 399407, Lebon T. p. 752. Retour au texte](#)
- [24] [CE, Sect., 18 nov. 2005, société Fermière de Campoloro, n° 271898, Lebon p. 515. Retour au texte](#)
- [25] Ancien art. 1153-1 C. Civ. [Retour au texte](#)
- [26] [CE 30 mars 1994, n° 142026, Lebon p. 172](#). Cette position n'a pas toujours été partagée : [CAA Bordeaux, 23 mai 1989, Plén., commune de Berneuil, n° 89BX00240, Lebon T. p 863. Retour au texte](#)
- [27] Sur le fondement de l'art. 700 CPC : [3<sup>e</sup> Civ., 31 oct. 2007, n° 06-19.128 P, Bull. III, n° 189. Retour au texte](#)
- [28] CE 30 mars 1994, n° 142026, préc. [Retour au texte](#)
- [29] L. 313-2 CMF. Fixant par ex. le taux légal pour le premier semestre 2023 : [arrêté du 26 déc. 2022, JO n° 301, 29 déc. 2022. Retour au texte](#)
- [30] [CE, 28 octobre 1994, n° 128413, au Lebon T. Retour au texte](#)
- [31] [L. 313-3 CMF ; 2<sup>e</sup> Civ., 4 avril 2002, n° 00-19.822 P, Bull. n° 2, n° 69, p. 58. Retour au texte](#)
- [32] CE, 12 mai 2003, n° 231955, au Lebon T. [Retour au texte](#)
- [33] CE, Section, 16 juin 1987, n° 66309, Lebon p. 9 [Retour au texte](#)
- [34] CE, 12 mai 2003, n° 231955, préc. [Retour au texte](#)
- [35] [L. 911-4 CJA. Retour au texte](#)
- [36] [CE, 3 mai 2004, n° 250730, Lebon T. p. 838. Retour au texte](#)
- [37] [CE, 25 nov. 2021, SIVOM de l'Est Gessien, n° 447105, Lebon T. p. 856. Retour au texte](#)
- [38] CE, Ass., 10 juill. 2020, [association Les amis de la Terre, n° 428409, Lebon p. 288. Retour au texte](#)
- [39] L'affirmant à propos de la liquidation d'une astreinte : [CAA Nantes, 30 juin 1997, syndicat intercommunal de Boissy-les-Perches, n° 94NT01227, Lebon T. p. 1014. Retour au texte](#)
- [40] C. Wathle, « Le Huron, usé, fatigué, vieilli », AJDA 2021, p. 417. [Retour au texte](#)
- [41] [CAA Lyon, 13 oct. 2022, n° 21LY00890. Retour au texte](#)
- [42] Ainsi du contentieux de l'accès au guichet en préfecture pour les ressortissants étrangers : [F.-N. Buffet, Rapport sur la question migratoire, Sénat, n° 626, 10 mai 2022, pp. 37-40. Retour au texte](#)
- [43] O. Le Bot, « La responsabilité fautive de l'administration pour non-exécution d'une décision de justice », AJDA 2022, p. 2402. [Retour au texte](#)
- [44] [Ord. n° 2022-408 du 23 mars 2022, JO n° 70, 24 mars 2022. Retour au texte](#)
- [45] [R. 921-7 CJA. Retour au texte](#)

